

Affaires urbaines

Monsieur l'Orateur, ce ne sont là que quelques-unes des propositions faites par le chef de notre parti dans le but de répondre à un besoin essentiel des Canadiens, celui d'avoir un logement convenable et confortable. Le ministre chargé du logement ne peut certes continuer à diriger son ministère sans faire montre d'un minimum de progrès, à un moment donné, quelque part.

Il y a quelques jours à peine, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford) a dit de moi, à l'occasion d'une entrevue, que j'étais un fou parce que je me demandais s'il existait un rapport entre son limogeage en tant que ministre de la Consommation et des Corporations et le scandale impliquant plusieurs cimenteries bien connues de la Colombie-Britannique et certaines affiliations politiques. Je ne crois pas que ses remarques étaient fondées. Je crois plutôt qu'il les a faites par frustration, parce qu'il ne pouvait trouver d'explication plausible pour démentir ce que j'avais déclaré en Chambre. Par contre, compte tenu des antécédents du ministre alors qu'il détenait les deux portefeuilles, celui de la Consommation et celui des Affaires urbaines, d'aucuns pourraient se demander s'il ne parlait pas de lui-même, car seul un fou persévérerait dans un travail dont il n'a pu s'acquitter convenablement depuis le début, et dont il ne pourra jamais s'acquitter tant qu'il s'en occupera. Peut-être le ministre se contente-t-il d'être le bouffon du gouvernement? Je puis cependant lui garantir que les Canadiens n'en sont pas contents.

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu aujourd'hui beaucoup de discours creux dont la plupart, je le crains, étaient tout à fait négatifs. Les remarques de député de Mississauga (M. Blenkarn) m'ont intéressé. Il semble y avoir plus de problèmes dans sa circonscription que dans toute autre circonscription du Canada. Une des solutions semblerait être d'étendre la forte concentration dans la région de Mississauga à d'autres parties du pays où la croissance est nécessaire, par exemple dans les provinces Maritimes ou l'Ouest. Cela réglerait certains problèmes auxquels font face les députés des banlieues de Toronto.

J'ai été étonné de la réaction du parti conservateur à la suite de l'annonce du ministre. Je signalerai que cette annonce n'était pas destinée à résoudre tous les problèmes de l'habitation, mais à prévoir l'avenir pour qu'on puisse décider quelles mesures devront être prises pour remédier aux problèmes dans le domaine de l'habitation. Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) était tellement dérouteré que son désarroi s'est propagé au Nouveau parti démocratique. Il faudrait essayer de comprendre à quoi vise ce projet de loi à longue échéance.

M. Nielsen: Ce n'est pas un projet de loi.

M. McRae: Il n'était pas censé résoudre tous nos problèmes dans le domaine de l'habitation. Le montant en cause s'élève à 100 millions de dollars échelonné sur cinq ans, ce qui fait environ 20 millions de dollars par an, c'est-à-dire 2 p. 100 des fonds consacrés à l'habitation, de sorte qu'il ne s'agit pas d'une forte somme. Le projet de loi ne lance pas des projets de recherche, mais seulement des projets de démonstration. La recherche se poursuivra, mais tel n'est pas l'objet de la mesure.

Je voudrais envisager nos futurs problèmes urbains, voir dans quel monde nous vivrons et demander si nous continuerons à recourir à un aménagement urbain du même genre dans 20 ans d'ici. Si la réponse est négative, nous

[M. Reynolds.]

devrons modifier notre façon de penser et trouver de nouveaux moyens de relever ce défi.

Les régions urbaines du monde évolué auront doublé dans environ 25 ans. Si nous continuons à prendre de l'expansion à ce rythme—et j'aurai quelque chose à dire à ce sujet une autre fois—il nous faudra environ six Toronto d'ici la fin du siècle—même s'il est certainement possible d'avoir mieux—ou 20 Ottawa. Cela donne à la Chambre une idée de l'expansion à laquelle nous pouvons nous attendre. Je me demande donc s'il vaut la peine de continuer à construire des maisons de la façon dont nous les construisons maintenant en utilisant les mêmes plans, les mêmes méthodes de construction, les mêmes techniques, les mêmes matériaux, etc. pour doubler le nombre de maisons que nous avons actuellement. Je pense que non.

● (2120)

Un grave problème qui se pose à l'industrie de la construction, l'industrie qui bâtit nos villes, nos édifices commerciaux, nos maisons, nos usines, etc., c'est la pénurie de ressources conventionnelles. Une entreprise de la côte ouest a déménagé à Thunder Bay l'année dernière et la province lui a donné des concessions forestières qui avaient déjà été exploitées, bien que je ne suis pas sûr que la province se soit rendu compte de la chose. Cette compagnie va avoir beaucoup de difficultés à obtenir suffisamment de bois pour ses opérations. Pour lui fournir le bois requis, la province a demandé à tous les agriculteurs de couper leurs réserves afin d'approvisionner uniquement la compagnie MacMillan Bloedel. Autrement dit, si vous coupez du bois à Nipigon vous devez le transporter à Thunder Bay et ainsi de suite. Cela est dû au fait que nous manquons de ressources. Même si ces ressources sont renouvelables, il y a des limites et vu le genre d'expansion que nous connaissons dans l'industrie de la construction, nous dépasserons bientôt ces limites.

Beaucoup a déjà été fait en ce qui concerne les méthodes de construction. Dans son dernier ouvrage sur l'économie, Galbraith parle de l'économie de planification et de l'économie de marché, le meilleur exemple qu'il donne de l'économie de marché, le meilleur sur le plan de la puissance et de la productivité, c'est l'industrie du logement. Nous ne pourrions jamais produire d'automobiles si nous devions les construire avec autant d'inefficacité que nous construisons les maisons. Il nous faut toutes sortes de nouvelles techniques pour créer une nouvelle industrie du logement, une industrie qui fonctionnera efficacement. La promotion immobilière, les méthodes de construction, les codes du bâtiment sont autant de domaines qui posent des problèmes.

L'un des problèmes les plus graves du logement—et je ne suis pas le premier à le dire—est le coût élevé des hypothèques. C'est une question que doivent attaquer le gouvernement et la Chambre. Lorsqu'on voit les profits réalisés par les banques du Canada au cours des douze derniers mois, on s'aperçoit qu'ils ont augmenté, dans certains cas, de 200 p. 100. C'est l'une des raisons pour lesquelles les taux d'intérêt peuvent être abaissés. Je propose qu'une partie de la première hypothèque, disons la première tranche de \$10,000, porte un taux d'intérêt moins élevé que le reste, et que cette mesure devienne uniforme d'un bout à l'autre du pays. Le gouvernement devrait prendre des dispositions pour résoudre ce genre de problème.

Un autre problème sérieux est celui de la pénurie de terrain. J'entends par là le terrain qui se prête à la construction de logements, mais non arable. Ce n'est pas une